

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 18 janvier 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France - cadre

Usine de Carling

BP 90290

57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_Cadre_2024-01-11_RAPVI_Legio_MFMCBE_25922
Code AIOT : 0006207102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2023 dans l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 6 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées à l'échelle globale du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Petrochemicals France
- Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold
- code AIOT : 0006207102
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso seuil haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première. La visite du 14 décembre 2023 porte sur l'ensemble des ateliers du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Tours aéroréfrigérantes (TAR) et risques légionelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Tableau de suivi des dérives	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-2-c	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification temporaire de la stratégie de prélèvement	Arrêté ministériel du 14/12/2013, article 26-I-1-a et 26-I-2-b (partiels)	Sans objet
2	Formation du personnel	Arrêté ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Laboratoire et fréquence des prélèvements et analyses Legionella pneumophila	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-I-3-a	Sans objet
4	Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, articles 26-I-3-b et 26-IV-2 (partiels)	Sans objet
5	Présentation des résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-I-3-d (partiel)	Sans objet
6	Bilan annuel 2022	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-V	Sans objet
8	Dépassement ponctuel des concentrations en Legionella pneumophila	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-2-a	Sans objet
9	Présence de flore interférente	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-3-a	Sans objet
10	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-I-2-c	Sans objet
11	Impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion	Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-1-g	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 14 décembre 2023 :

- une proposition de mise en demeure suite à l'absence de tableau de suivi des dérives concernant les résultats de l'analyse Legionella pneumophila, pour l'ensemble des TAR du site (cf. point de contrôle n°7) ;
- une demande de justificatifs complémentaires concernant la modification du traitement pour une durée temporaire (cf. point de contrôle n°1) ainsi que la formation du personnel aux risques légionelles (cf. point de contrôle n°2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification temporaire de la stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, articles 26-I-1-a et 26-I-2-b (partiels)
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : <u>Article 26-I-1-a (partiel)</u> "[...] En cas de changement de stratégie de traitement, [...] l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risques liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées." <u>Article 26-I-2-b (partiel)</u> « [...] en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.[...] »
Constats : Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'inspection des installations classées constate, sur la base des documents présentés, que l'exploitant réalise un traitement préventif par injection en continu de biocide oxydant (javel 55 %) sur l'ensemble des ateliers du site (RC4, PPC, PE et PS). Cette stratégie de traitement est définie dans l'analyse méthodologique des risques (AMR) du 22 juin 2023. L'inspection des installations classées constate, sur le terrain, au droit de la TAR RC4, que les équipements permettant l'injection de javel en continu sont déconnectés. Lors de la visite du 14 décembre 2023 et par mails des 22 décembre 2023 et 11 janvier 2024, l'exploitant déclare avoir arrêté l'injection en continu de javel pour la TAR RC4 à compter du 30 novembre 2023 et jusqu'au 29 décembre 2023 afin de réaliser les travaux visant à réduire le risque de mélange accidentel de produits incompatibles (javel et acide sulfurique). Durant cette période, un traitement choc par injection de biocide non oxydant (type Spectrus) est renouvelé toutes les 48h. Par mail du 22 décembre 2023, l'exploitant déclare que la procédure à appliquer en cas d'absence de traitement javel présente dans le programme de traitement de Veolia pour la TAR RC4, du 19 décembre 2023 a été suivie durant cette période de travaux.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous 15 jours, que ce mode de traitement dégradé est pris en compte dans l'AMR du 22 juin 2023. À défaut, l'exploitant doit considérer ce mode de traitement comme un changement de stratégie de traitement et appliquer les dispositions ad-hoc de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié (information vers l'inspection des installations classées, révision AMR, analyses hebdomadaires...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 23 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : "Surveillance de l'installation. L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas

d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.[...]"
Constats : Lors de la visite du 14 décembre 2023, l'exploitant déclare : - sous-traiter à un organisme habilité (Veolia) la gestion des TAR et les prélèvements des échantillons pour les analyses Legionella pneumophila. La mission d'analyse est sous-traitée à Eurofins Alpabio par Veolia ; - qu'un opérateur TEPF est référencé, par atelier, comme correspondant légionelles auprès de Veolia ; - qu'une formation aux risques légionelles est dispensée, à chaque correspondant TEPF, par Veolia. Cette formation est renouvelée tous les 3 ans ; - que la formation initiale du correspondant TEPF pour la TAR RC4 est prévue en janvier 2024.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, à l'inspection des installations classées, sous 15 jours, le justificatif de formation aux risques légionelles de l'opérateur TEPF pour la TAR RC4.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Laboratoire et fréquence des prélèvements et analyses Legionella pneumophila

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013, articles 26-I-3-a (partiel) et 26-I-3-c
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : <u>Article 26-I-3a (partiel)</u> "La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). [...] Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent."
<u>Article 26-I-3c</u> « Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation. »
Constats : Sans observation sur la base des données transmises via l'application GIDAF en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, articles 26-I-3-b et 26-IV-2 (partiels)
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : <u>Article 26-I-3-b (partiel)</u> "Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...] Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses

<p>successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.[...] En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p> <p>Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées."</p> <p><u>Article 26-IV-2 (partiel)</u></p> <p>"[...] Sont annexés au carnet de suivi : le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; [...]"</p> <p>Constats :</p> <p>Le schéma des flux (Process Flow Diagram – PCF) de la TAR RC4 du 24 septembre 2021, présenté lors de la visite du 14 décembre 2023, identifie un seul circuit de refroidissement composé de six cellules mais ne localise pas de manière claire les différents points d'injection de biocide en continu, injection du traitement choc, point de mesure du pH et le point de prélèvement de l'analyse réglementaire Legionella pneumophila.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection des installations classées constate la présence de deux points de prélèvements sur le circuit de la TAR RC4. Le marquage ne permet pas de différencier clairement le point de prélèvement faisant l'objet du contrôle réglementaire de celui utilisé pour le pilotage des installations.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure, lors de la visite du 14 décembre 2023, de communiquer les éléments permettant de justifier la neutralisation du biocide dans le flaconnage au moment du prélèvement, la stratégie de traitement étant fondée sur une injection en continu de biocide oxydant.</p> <p>L'exploitant a transmis, par mail du 22 décembre 2023, le PCF mis à jour du 19 décembre 2023 comprenant les éléments requis ainsi que le programme de traitement de la TAR RC4 par Veolia du 19 décembre 2023, intégrant le mode opératoire de prélèvement des échantillons comprenant les informations sur le flaconnage.</p> <p>Observations :</p> <p>L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur l'importance d'un marquage clair, sur le terrain, du point de prélèvement réglementaire afin d'éviter tout risque de confusion avec celui utilisé pour le pilotage des installations.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Présentation des résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-I-3-d (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...]Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordonnées de l'installation ; - date, heure de prélèvement, température de l'eau ; - date et heure de réception de l'échantillon ; - date et heure de début d'analyse ; - nom du préleveur ; - référence et localisation des points de prélèvement ; - aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; - pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; - nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...); - date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.[...]"</p> <p>Constats :</p>

L'inspection des installations classées constate, par sondage, que certains bordereaux d'analyses nommés « AFNOR », mis à disposition sur GIDAF en 2023, ne présentent pas l'ensemble des informations requises mentionnées par la prescription contrôlée (couleur de l'eau, pH, concentration cible pour les produits de traitement).
Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que tous les bordereaux d'analyse doivent contenir l'ensemble des informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bilan annuel 2022

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-V
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : "Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressées par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur : - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N."
Constats : Le bilan 2022, sur les quatre TAR du site, a été communiqué à l'inspection des installations classées par courrier du 28 mars 2023 et n'appelle pas d'observation de l'inspection des installations classées. Aucun dépassement sur les analyses Legionella pneumophila n'a été constaté en 2022 sur les TAR des ateliers PE, PS, PPC et RC4. Par sondage, les concentrations en Legionella pneumophila indiquées dans ce bilan sont cohérentes avec les concentrations déclarées dans GIDAF en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Tableau de suivi des dérives

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-2-c
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : "Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi."
Constats : Lors de la visite du 14 décembre 2023, l'inspection des installations classées a pu constater la présence d'un carnet de suivi sous forme d'un dossier numérique enregistré sur un réseau interne. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un tableau de suivi des dérives permettant de consigner l'ensemble des dépassements pour chaque TAR du site.
Observations : L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai d'un mois, certaines dispositions de l'article 26-II-2-c de l'Arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Dépassement ponctuel des concentrations en Legionella pneumophila

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-2-a
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : Article 26-II-2-a "En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abatement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté."
Constats : Sur la base des résultats transmis sur GIDAF en 2023, un seul résultat en Legionella pneumophila dépasse le seuil de 1000 UFC/L (prélèvement du 11 avril 2023 sur la TAR de l'atelier PE - concentration de 2 400 UFC/L). Lors de la visite du 14 décembre 2023, l'exploitant a mis à disposition de l'inspection des installations classées le rapport d'analyse du prélèvement réalisé le 27 avril 2023 suite à la désinfection du 24 avril 2023 (résultat inférieur à 100 UFC/L). Par mail du 22 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les procédures de consigne TEPF et Veolia intégrant les actions à réaliser en cas de dépassement ponctuel entre 1 000 et 100 000 UFC/L. Le plan d'action mis en place le 24 avril 2023 suite au dépassement de 1 000 UFC/L sur l'atelier PE a également été communiqué par mail du 22 décembre 2023. Les éléments transmis n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-3-a
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : "L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit."
Constats : Sur la base des résultats transmis sur GIDAF en 2023, un seul résultat en Legionella pneumophila présente une flore interférente (prélèvement du 7 mars 2023 sur la TAR de l'atelier PS). L'exploitant a réalisé une contre-analyse le 21 mars 2023 permettant de justifier de la conformité du résultat. Par mail du 22 décembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les procédures de consigne TEPF et Veolia en cas de flore interférente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-I-2-c
Thème(s) : Risques chroniques, légionelles
Prescription contrôlée : "Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait

<p>l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement."</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 18 septembre 2020, l'exploitant a déposé auprès du préfet, une demande de dérogation à l'article 26-I-2-c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié, pour la TAR de l'atelier RC4.</p> <p>Lors de la visite du 14 décembre 2023, l'exploitant déclare que cette demande de dérogation n'est plus d'actualité car il est en mesure de réaliser le nettoyage annuel mécanique et/ou chimique sans arrêt de l'installation conformément à l'arrêté ministériel susmentionné. L'inspection des installations classées prend note de l'annulation de la demande de dérogation concernant ce point.</p> <p>Par mail du 22 décembre 2023, l'exploitant a transmis, pour la TAR RC4, le rapport de fin de travaux de nettoyage mécanique réalisé entre janvier et février 2021, ainsi que les rapports de nettoyages chimiques des 3 octobre 2022 et 19 décembre 2023.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la fréquence maximale d'un an entre deux nettoyages.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013 modifié, article 26-II-1-g</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L.</p> <p>Si l'installation est également concernée par l'article 26-I-2 c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R.512-31 du code de l'environnement."</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux demandes de dérogation ont été déposées, auprès du préfet, par l'exploitant, par courriers du 27 janvier 2017 et 18 septembre 2020 pour les TAR des ateliers PS, PE et RC4 pour impossibilité technico-économique d'arrêt immédiat de la dispersion en cas de dépassement de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieur à 100 000 UFC/L. L'exploitant déclare, le jour de la visite du 14 décembre 2023, maintenir les demandes de dérogations pour les TAR des ateliers PS, PE et RC4.</p> <p>Au vu des éléments communiqués dans les courriers de demande de dérogation susmentionnés, une demande de compléments sera formulée ultérieurement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>